

eurocare
European Alcohol Policy Alliance



APN
Alcohol Policy Network in Europe



EASL
The Home of Hepatology

FORUT
VERDEN KAN FORANDRES



MOVENDI
INTERNATIONAL

KREFTFORENINGEN

CPME MEDECINS EUROPEENS
EUROPEAN DOCTORS

UNITED EUROPEAN
GASTROENTEROLOGY
ueg

Déclaration d'Oslo

Une expression d'unité et de détermination à réduire les risques liés à l'alcool

Vers la réduction des risques liées à la consommation d'alcool

9^{ème} Conférence européenne sur la politique alcool

Oslo, 17 juin 2022

Conclusions et messages clés

Nous, les participants,

RÉUNIS ici à Oslo, en Norvège, du 16 au 17 juin 2022 ;

RECONNAISSANT que l'alcool continue de causer plus de dommages en Europe que toute autre drogue, avec des conséquences dévastatrices pour la santé publique et le bien-être social ;

PRÉOCCUPÉS par le fait que l'industrie de l'alcool continue de promouvoir ses produits auprès de consommateurs établis et nouveaux via de nombreux canaux, y compris auprès des gros consommateurs d'alcool, des jeunes et d'autres populations vulnérables ;

SACHANT que les preuves scientifiques ont établi sans équivoque que la consommation d'alcool cause des dommages, incluant des décès, des maladies, des blessures, des handicaps et des difficultés économiques ;

ALARMÉ par l'augmentation de la consommation d'alcool chez les gros buveurs pendant la pandémie de Covid-19 ;

CONSCIENTS des efforts de plus en plus agressifs et bien financés de l'industrie de l'alcool et de ses alliés pour saper et affaiblir une réglementation efficace de l'alcool et pour en normaliser la consommation ;

CONSIDÉRANT la responsabilité des gouvernements de protéger le bien-être des personnes et des communautés ;

et

AYANT POUR OBJECTIF de promouvoir la santé et le développement pour tous en Europe par le biais de politiques alcool à fort impact ;

DÉCLARENT PAR LA PRÉSENTE :

1. Les gouvernements nationaux et l'UE doivent réglementer l'alcool sur la base du Plan d'action mondial contre l'alcool de l'OMS, fondé sur des données probantes, afin d'atteindre ses objectifs ambitieux d'ici 2030 ;
2. Les gouvernements nationaux doivent coopérer pour mettre en œuvre les recommandations « Best Buys » et « SAFER » de l'OMS, axées sur le prix, l'accessibilité et le marketing de l'alcool ;
3. La réglementation de l'UE doit refléter le soutien des citoyens à un étiquetage obligatoire des ingrédients, des informations nutritionnelles et des avertissements sur les boissons alcoolisées, afin de permettre aux consommateurs de faire des choix éclairés ;
4. Les gouvernements nationaux et l'UE doivent s'assurer que les processus d'élaboration des politiques de santé soient protégés de toute interférence de l'industrie de l'alcool ;
5. Les gouvernements nationaux doivent taxer les produits alcoolisés en fonction de leur teneur en alcool. Cette taxe devrait être indexée et augmentée régulièrement en fonction des indicateurs économiques et sanitaires ;
6. Les gouvernements nationaux doivent restreindre ou interdire l'exposition au marketing des produits alcoolisés, en particulier auprès des jeunes, des enfants et des autres publics vulnérables ;
7. Les gouvernements doivent reconnaître et soutenir le rôle central des organisations de la société civile dans la prévention et la réduction des dommages liés à la consommation d'alcool.